



PROJET D'APPUI A L'ACCELERATION ET A
L'APPROFONDISSEMENT DE LA
DECENTRALISATION ET DU
DEVELOPPEMENT LOCAL AU CAMEROUN



Empowered lives.
Resilient nations.

SUPPORT PROJECT FOR THE
ACCELERATION AND DEEPENING OF
DECENTRALIZATION AND LOCAL
DEVELOPMENT IN CAMEROON

APPUI AU SUIVI ET AUX ANALYSES DES DONNEES SUR LE PROFILAGE SOCIOECONOMIQUES DES 374 CTDS

TERMES DE REFERENCE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

I.1 CONTEXTE

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le développement local a été consacré comme un objectif majeur de politique publique, notamment à travers la décentralisation, du fait de l'ancrage de cette dernière dans la Constitution du 18 janvier 1996. Ces dernières années, la décentralisation a cristallisé l'attention des pouvoirs publics. Elle est retenue comme un axe d'intervention majeure de la Stratégie Nationale de Développement (SND 30) du Cameroun. Sur le plan juridique, il a été élaboré le Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées visant à moderniser le cadre de mise en œuvre de la décentralisation.

Dans la conduite du processus de décentralisation et du développement local, le manque de référentiel consensuel de mesure du développement local, de la gouvernance démocratique et de la gestion communale constitue un obstacle dans le pilotage stratégique de cette politique publique au Cameroun. La plupart des indicateurs de développement, en particulier ceux des ODD ne sont pas décentralisés. Bien qu'un Indice de Développement Local (IDL) soit en cours de validation, le pilotage de la décentralisation requiert des métriques pratiques. Ces derniers devraient permettre à la fois de mesurer les progrès accomplis en matière, respectivement de transfert des compétences et des ressources, de fonctionnement des CTD, ainsi que d'évaluer l'efficacité des politiques locales de développement et de participation citoyenne mais aussi de mieux orienter les interventions.

Au niveau socioéconomique, l'inégal niveau de développement entre les communes est une réalité incontestable, d'une localité à une autre. De même, si l'on observe en général une tendance à la baisse de la pauvreté, celle-ci cache en réalité une augmentation du nombre de pauvres et, faute de ciblage approprié

le

ca

et des dispositions spécifiques aux groupes de populations nécessiteuses; aucune solution pérenne n'est envisageable. Dans ce contexte, l'adressage de la pauvreté des collectivités locales et des populations devient donc important, et même davantage lorsque l'on considère la rareté des ressources destinées au développement local, dans un environnement national déjà fortement contraint, en raison des nombreux défis de toutes sortes (sécuritaire, sanitaire, etc.) auxquels sont confrontées les finances publiques.

En vue de remédier à cet état de choses, le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) accompagnera le Secrétariat Permanent du Conseil National de la Décentralisation (SP/CND) et le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL), dans la mise en place d'un outil de pilotage stratégique de la décentralisation et de développement local à travers l'élaboration du profilage socioéconomique des 374 communes et communautés urbaines.

Dans cette optique, une enquête sera réalisée pour recueillir les données qui serviront à la fois à dresser le profilage socioéconomique des communes, le Mapping des opportunités, et la cartographie des interventions des partenaires techniques et financiers. Cette enquête est confiée à l'Institut National de la Statistique.

Pour accompagner techniquement le suivi et l'exploitation des données, le PNUD recrute deux consultants : un économiste – statisticien et un statisticien.

II. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

II.1 OBJECTIF GENERAL

L'objectif global de la mission est d'appuyer le PNUD dans le suivi et l'analyse de l'élaboration du profilage socioéconomique des 374 CTDs.

II.2 OBJECTIF SPECIFIQUES

Les objectifs spécifiques de la mission se déclinent ainsi qu'il suit :

- Participer à l'élaboration et à la validation des questionnaires de collectes pour s'assurer que toutes les variables nécessaires sont prises en compte ;
- Représenter le PNUD dans les réunions techniques ;
- Participer à l'élaboration du profilage socioéconomique des 374CTDs, en étroite collaboration avec l'équipe de l'INS,
- Produire les rapports analytiques sur :
 - La cartographie des interventions (programmes et projets mis en œuvre ou soutenus par les PTF) en matière de développement dans chacune des CTDs ;
 - Faire une analyse de l'état de développement des 374 CTDs ;

II.3 RESULTATS ATTENDUS

Au terme de l'étude, les résultats ci-après sont attendus :

- Les profils socioéconomique (y compris les ODD), administratif, de participation citoyenne et les interventions de développement dans les 374 CTDs du Cameroun sont produits ;
- Une cartographie des interventions (programmes et projets) des PTFs multilatéraux, bilatéraux, non gouvernementaux est disponible est établie et permet l'identification et le suivi des programmes et projets mis en œuvre dans le cadre de la décentralisation et du développement local dans chaque CTD au Cameroun ;

le

GM

- Une analyse de la performance en matière de Développement Durable des CTDs qui comprend la performance en matière de développement est mesurée par l'Indice de Développement Local du Cameroun (IDL) et l'Indice de Développement de la CTD (ID-CTD) est réalisée,

III. DUREE ET CALENDRIER DE LA PRESTATION

La durée et le calendrier de l'ensemble des opérations décrites dans ces TdR feront l'objet d'une programmation conjointe avec l'INS.

Les experts travailleront en étroite collaboration avec la conseillère en décentralisation et l'économiste principal du PNUD et de l'équipe technique mise en place par le MINDDEVEL ainsi que l'INS.

La durée de la mission est de 2,5 mois (d'efforts) au maximum à exécuter dans les 6 mois. Un temps de révision de deux semaines est requis pour que le PNUD examine les résultats, donne des commentaires et certifie l'approbation / l'acceptation des produits livrables.

IV. LIVRABLES ET PAIEMENTS

Les principaux extraits de cette mission sont notamment :

Livrables	Délais	% de paiement
Le rapport de démarrage	5 jours après la signature du contrat	20 %
Les outils de collecte des données (questionnaire, manuel de l'enquêteur, manuel du superviseur)	10 jours	
La base des données sur les profils socioéconomiques et la base de données permettant l'accès aux profils et aux indicateurs de pauvreté ainsi que leurs éléments contributifs et les besoins de statistiques en la matière aux niveaux national et de chaque CTD.	30 jours	
Rapport de suivi et de participation sur le profilage socioéconomique des 374 CTDs	21 jours après la collecte des données	30 %
<ul style="list-style-type: none"> • Une cartographie des interventions (programmes et projets) des PTFs multilatéraux, bilatéraux, non gouvernementaux est disponible est établie et permet l'identification et le suivi des programmes et projets mis en œuvre dans le cadre de la décentralisation et du développement local dans chaque CTD au Cameroun ; 	20 jours après le dépôt du document précédent	25 %
Une analyse de la performance en matière de Développement Durable des CTDs qui comprend la performance en matière de développement est mesurée par l'Indice de Développement Local du Cameroun (IDL) et l'Indice de Développement de la CTD (ID-CTD)	20 jours après le dépôt du document précédent	25 %

Les paiements seront effectués après approbation par le MINDDEVEL et le PNUD. Les jours sont des jours ouvrables, à l'exclusion des week-ends et des jours fériés.

V. QUALIFICATIONS DES CONSULTANTS

Qualifications et expériences requises

Education :

Consultant 1 :

Diplôme d'étude universitaire de Doctorat en sciences économiques ou économétrie.

Expérience :

Le consultant doit disposer

- Une expérience pluridisciplinaire ayant au moins 5 années d'expérience dans le domaine d'analyse économique, statistiques, de rapports dans les domaines du développement (pauvreté, développement local, développement humain, décentralisation, etc...) ou en analyse statistique concernés par la mission ;
- Une bonne connaissance des indicateurs de développement, de la décentralisation ;
- Une bonne connaissance technique et pratique de l'analyse la pauvreté monétaire et multidimensionnelle ;
- Avoir une bonne connaissance des indicateurs de développement national et local ;
- Avoir une très bonne connaissance et pratique des logiciels d'analyse ;
- Avoir une bonne capacité dans la facilitation et l'animation d'ateliers ;
- Avoir participé à l'élaboration d'un rapport sur le développement ;
- Avoir la maîtrise du Français et de l'Anglais ;
- Avoir une capacité de travail en équipe et de coordination des travaux
- Une publication dans le domaine sera un atout.

Consultant 2 :

1. Avoir au moins un niveau de BAC+5 en statistique ou démographie.
2. Avoir une connaissance approfondie de la démarche méthodologique des enquêtes nationales ;
3. Avoir une expérience avérée dans la conduite et exploitation des grandes base de données nationales ;
4. Avoir une bonne connaissance des indicateurs de développement national et local ;
5. Avoir une très bonne connaissance et pratique des logiciels d'analyse ;
6. Avoir une bonne capacité dans la facilitation et l'animation d'ateliers ;
7. Avoir participé à l'élaboration d'un rapport sur le développement ;
8. Avoir une excellente capacité rédactionnelle et de synthèse ;
9. Avoir la maîtrise du Français et de l'Anglais.
10. Une publication dans le domaine sera un atout.

N.B. Les candidatures féminines sont vivement encouragées

VI. CRITERES D'EVALUATION

Les candidats seront sélectionnés à partir d'une note technique (basée sur des éléments contenus dans le CV).

Les critères pour l'évaluation technique ainsi que la note maximale afférant à chaque critère sont les suivants

- Niveau et pertinence de la formation (au moins bac+5 en sciences économiques, Finance ou disciplines apparentés) : Note maximum : **20 points**
- Expérience avérée dans des travaux similaires (au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de l'élaboration, du suivi, ou l'organisation d'études, de rapports dans les domaines du développement) : Note maximum : **15 points**
- Expertise d'analyse économique, statistiques, etc. Note maximum : **15 points**
- Critère d'évaluation : Bonne connaissance technique d'analyses et de conduite et d'exploitation des grandes base de données nationales Note maximum : **10 points + 10 points** si connaissance des indicateurs de développement, de la décentralisation etc.
- Une familiarité prouvée par des expériences d'interaction avec les administrations en charges de la décentralisation et du développement local / avec les acteurs du financement du développement : **10 points**
- Critère d'évaluation : Maîtrise des logiciels de base (Word, Excel, Powerpoint) et des outils de communication. Note maximum : **10 points**
- Critère d'évaluation : Maîtrise de la langue française et grandes capacités rédactionnelles prouvée par des publications ou rédaction des rapports. Note maximum : **10 points**

Seules les candidatures ayant obtenu une note au moins égale à 70 points sur le total des 100 points seront retenus pour une analyse financière.

La méthode d'évaluation qui sera utilisée est celle du meilleur rapport qualité/prix (score combiné). Il sera tenu compte des qualifications du consultant et sa proposition financière avec un score d'au moins 30 % pour l'offre financière


Ngo Mboan
16/06/2021


Ngo Mboan Madelene
16-06-2021